

# Qu'en est-il des Bourses du travail et des Maisons du peuple?

**Dans les représentations populaires, les vocables « Bourse du travail » et « Maison du peuple » cohabitent souvent parce que sont ainsi désignés les lieux où se situent les sièges du mouvement syndical et aussi, parfois, d'organisations sociales ou culturelles. « Bourse du travail » et « Maison du peuple » ne sauraient cependant être confondues, car elles ne viennent pas de la même histoire et ne portent pas le même projet. Si l'histoire générale des Bourses du travail est assez bien connue <sup>(1)</sup>, celle des Maisons du peuple est bien mince et très difficile à envisager en raison de son hétérogénéité.**

(1) Sur les Bourses du travail en général, on se reportera notamment à :  
• Narritsens (André), Les Bourses du travail avant la Première Guerre mondiale, IHS CGT, décembre 2008, 74 p.  
• Trempé (Rolande), Solidaires. Les Bourses du travail, Scandéditions, 1993, 119 p.  
• « Aux origines de l'histoire syndicale française – Retour sur les Bourses du travail », Cahiers d'histoire (Revue d'histoire critique), n° 116-117 (juillet-décembre 2011).

**S**i l'on s'en tient aux vocables proprement dits, « bourses » et « maisons » indiquent déjà des différences. L'usage du vocable « bourse » pour désigner un lieu syndical dont l'origine, si elle est mal établie, se situe incontestablement et de façon très étonnante dans le registre du commerce. D'aucuns prétendent ainsi que l'usage du vocable « bourse » procéderait du lieu où se réunissaient les marchands de Bruges et qui se situait devant la maison d'une famille dont le nom était Van der Bourse. D'autres, après avoir noté que le latin, *bursa* désigne un sac en cuir, font valoir que l'écusson d'armoirie chargé de trois bourses – petits sacs contenant des pièces de monnaie – ornaient une maison où fut édiflée, en 1531, la Bourse de commerce d'Anvers. En tout cas, « bourse » désigne un lieu où se tiennent des opérations commerciales et, par métonymie, l'opération commerciale elle-même. Ont été ainsi installés sous ce nom des édifices où s'effectuent des transactions sur des valeurs et des marchandises.

Mais pourquoi donc « Bourse du travail »? L'expression est curieuse. Les travailleurs n'effectuent, en effet, dans les relations qui s'établissent entre eux, aucune tran-

saction sur des valeurs ou des marchandises. Demeure le champ des services qui peut les concerner dès lors que le travail se présente aussi comme un marché. Sans doute peut-on apercevoir une approche du travail comme marché à contrôler dans l'initiative prise, en 1628, d'installer à Paris un « bureau d'adresses et de rencontres » échappant à l'Eglise et centralisant offres et demandes d'emploi afin d'apporter remède à la pauvreté et au vagabondage. En 1633, un premier bureau de placement est créé, mais la démarche reste sans lendemain jusqu'à ce qu'un projet de création de Bourses du travail soit rédigé en 1790 sans attirer un quelconque intérêt. Il faudra en effet attendre un demi-siècle pour que l'idée réapparaisse, à l'initiative d'un économiste libéral, Gustave de Molinari, qui préfère l'action des individus à l'intervention de l'Etat. En 1843, Molinari déclare vouloir créer à Paris une centrale de placement fonctionnant selon le système des Bourses. Il s'agit, en utilisant les moyens modernes de communication (télégraphe et chemin de fer), de centraliser la connaissance de l'offre et de la demande de travail et d'assurer en conséquence une répartition rationnelle de la main-d'œuvre. Le principe de ce système est celui du bureau de placement. À la même époque, un certain

Adolphe Leullier propose la création d'un système public de Bourses du travail qui devrait permettre de mieux centraliser les formes existantes d'embauche. L'idée de la création d'un service de bureaux de renseignements tendant à «*faciliter les rapports entre propriétaires, patrons et ouvriers*» resurgit, à la fin des années 1840, sans déboucher sur une réalisation. Il faut attendre un quart de siècle pour que le dossier de création d'une Bourse du travail se concrétise à Paris. C'est chose faite le 3 février 1887.

La création de la Bourse du travail de Paris ouvre la voie à un mouvement qui va prendre d'autant plus d'ampleur qu'il peut s'appuyer sur l'existence d'unions locales ou régionales de syndicats qui incarnent l'esprit des Bourses sans disposer du nom. D'abord conçu comme réponse à des besoins locaux, le service de placement assuré par les Bourses va rapidement connaître des limites et éprouver le besoin de coordonner les actions. En 1892, un premier tournant est pris à Saint-Etienne, où dix Bourses décident de créer une fédération et, en 1895, Fernand Pelloutier, ancien guesdiste désormais anarchiste<sup>(2)</sup>, est porté à la tête de la fédération et engage celle-ci – c'est un second tournant – dans une voie radicale en entreprenant de donner à chaque Bourse et à la fédération l'ambition de parvenir au contrôle du marché du travail au travers d'une maîtrise statistique de l'offre et de la demande<sup>(3)</sup>. En contrôlant le marché du travail, les Bourses peuvent maîtriser ou du moins négocier les tarifs, assurer ainsi des régulations économiques, unifier les intérêts des prolétaires en réduisant les concurrences. Organisée vis-à-vis du marché du travail, la classe ouvrière est plus forte pour défendre ses intérêts. Mais Pelloutier vise aussi à autre chose : il entend faire de chaque Bourse un lieu d'éducation ouvrière et de coordination locale de solidarités en actes qui complètent l'action proprement syndicale. Il lutte pour l'indépendance des Bourses à l'égard de toutes les institutions et refuse en conséquence le «*subventionnisme*» comme le municipalisme. Il souhaite que les Bourses préfigurent la société future en développant des structures et des cultures, en formant aussi des hommes capables de prendre, dans le contexte d'une révolution sociale, la relève de l'Etat.

### Les effets positifs matériels et moraux de l'enseignement professionnel

C'est dans ce but que les Bourses doivent s'installer sur tout le territoire, coordonner leur action et se comporter comme des cellules de la société future<sup>(4)</sup>. Les ouvriers ne doivent compter que sur leurs propres forces. Ils doivent élever leurs compétences dans tous les domaines, à commencer dans le domaine professionnel, et c'est pour cela que, immédiatement après le placement, le service des cours professionnels vient en importance. Depuis la suppression des corporations et le déclin des compagnonnages, la formation professionnelle relève en effet de l'initiative privée. En décidant de développer leur action dans le domaine de l'enseignement professionnel (théorique et pratique), les Bourses entendent donner aux ouvriers (et notamment aux jeunes ouvriers) une formation leur permettant d'acquérir une qualification. Fernand



COLLECTION IHS CGT

*Fernand Pelloutier, secrétaire général de la Fédération nationale des Bourses du travail (1895).*

*D'inspiration libertaire, son projet fait des Bourses un instrument à la fois d'action et d'éducation ouvrière.*

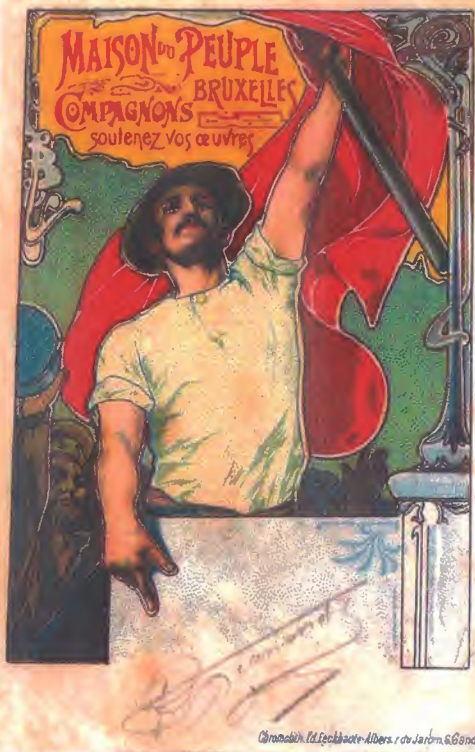
Pelloutier écrit à ce propos qu'il convient de «*réagir [...] contre la tendance dominante dans l'industrie moderne à faire de l'enfant un manœuvre, un accessoire de la machine, au lieu d'en faire un collaborateur intelligent*». De nombreuses Bourses, en particulier Marseille, Toulouse et Saint-Étienne, mettent en place des cours professionnels théoriques et pratiques assez nombreux. Plus généralement, au travers de l'enseignement professionnel, les ouvriers accèdent à l'usage de l'écrit, à une réflexion théorique liée à la pratique. Mais, aussi important qu'il soit, l'enseignement professionnel ne saurait se réduire à la formation initiale : il doit aussi viser la dimension de la formation continue. Ainsi, en 1898 le congrès de la fédération des Bourses pose comme principe que l'enseignement donné par les Bourses ne doit pas seulement viser à la formation d'apprentis, mais perfectionner les jeunes ouvriers et les ouvriers adultes. En 1900, le congrès discute des résultats obtenus par l'enseignement professionnel dispensé et conclut aux effets positifs, matériels et moraux de l'enseignement. Les congrès fédéraux de 1898 et 1900 ont dressé des bilans de l'effort accompli dans ce domaine. Si le service d'enseignement professionnel est estimé limité en raison du petit nombre d'élèves formés et de la gamme trop restreinte des formations proposées, il est cependant considéré comme jouant un rôle positif à défaut de toute autre école professionnelle laïque. En définitive, malgré la modestie des résultats obtenus, certaines Bourses maintiendront ce service jusqu'à ce que l'État prenne enfin la question au sérieux.

Mais l'ambition des Bourses du travail ne se réduit pas à l'enseignement professionnel. En 1900, un débat adjacent surgit : ne convient-il pas de proposer un enseignement généraliste («*éclectique*» dit Pelloutier) qui, «*lentement, mais sûrement*», annexerait «*à chaque Bourse une école tenant le milieu entre l'école primaire et la section "moderne" ou "spéciale" des collèges*» ?

(2) Julliard (Jacques), Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe, *Le Seuil*, 1971, 554 p.

(3) Pelloutier (Fernand), Histoire des Bourses du travail, origine, institutions, avenir, *CHT Nantes*, 2001, 360 p.

(4) Schöttler (Peter), Naissance des Bourses du travail – Un appareil idéologique d'État à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, *PUF*, 1985, 296 p.



Affiche de Jules van Brieborek pour l'ouverture de la Maison du peuple à Bruxelles, en 1899.

Autrement dit, les Bourses ne peuvent-elles pas contribuer à l'élévation culturelle générale des ouvriers ? Pelloutier – le propos peut aujourd'hui surprendre – se prononce en faveur de la liberté intégrale de l'enseignement et déclare que *« nous n'avons pas le droit de nous déclarer incapables d'engager la lutte contre l'enseignement capitaliste »*. Autrement dit, les Bourses doivent ambitionner de développer une action éducative générale. Lors du congrès de 1900, le secrétaire de la Bourse de Nîmes déclare que le rôle des syndicats, des Bourses du travail, doit

viser à autre chose qu'à l'amélioration des conditions de la vie matérielle, du placement... Syndicats et Bourses ont également pour mission de faire acquérir aux ouvriers ce que Pelloutier appelait *« la science de leur malheur »*. Cette ambition sera affirmée de manière constante, comme en témoigne le débat qui se déroule lors de la conférence des Bourses de 1908 à propos, à nouveau, de la création d'écoles généralistes syndicales capables d'apprendre aux enfants *« le conscient dégoût de l'autorité, de la hiérarchie, et le goût de l'activité utile, de la liberté de l'entente »*, de substituer aux notions imposées par l'État et l'Église des notions élaborées par le prolétariat lui-même dans la lutte. La Conférence ne conclut pas à une mise en œuvre pratique, mais adopte le vœu suivant : *« La conférence des Bourses et Unions, considérant l'utilité de lutter contre l'enseignement officiel de plus en plus adapté aux nécessités de la conservation capitaliste ;*

*» Encourage les groupements locaux ou régionaux à exercer leur initiative par le théâtre, les promenades, les achats de livres, les cours du soir, afin de réagir contre les méthodes de classe de l'enseignement bourgeois ;*

*» Elle les invite à fournir annuellement un rapport sur les méthodes employées et les résultats obtenus dans leur sphère ;*

*» De sérieux éléments permettant à l'avenir une organisation rationnelle de cette propagande, de concert avec les instituteurs syndicalistes, pourraient ainsi être groupés et faire l'objet d'études pratiques. »*

Dans le cadre de cette orientation, les Bourses s'attellent à développer un assez grand nombre d'activités culturelles, parmi lesquelles les bibliothèques occupent une place principale. Étroitement associé à celui de l'enseignement, le service de la bibliothèque répond à trois objectifs : former professionnellement, instruire, distraire. Les bibliothèques sont de taille variable, mais certaines

sont importantes. À ceux qui se gaussent de la faiblesse en quantité et en qualité de certaines bibliothèques de Bourses de province et sur l'usage peu sérieux de la bibliothèque de la Bourse du travail de Paris, qui serait surtout un lieu de bavardages, il convient d'opposer quelques chiffres : on dénombre deux cent cinquante ouvrages à Mazamet, de trois à quatre cents volumes à Besançon, six cents à Nîmes, mille deux cents à Angers et cinq mille sept cents à Paris. Quels types d'ouvrages comprennent les bibliothèques ? Des œuvres de documentation professionnelle et technique voisinent avec d'autres, plus générales, traitant de la vie économique et sociale en France et à l'étranger. Les textes concernant la législation ouvrière sont également très présents, ainsi que des revues diverses, syndicales ou généralistes. La littérature et l'histoire occupent une place importante (l'inventaire de la bibliothèque de Roanne montre que ces matières constituent la moitié du fonds). Le contenu des bibliothèques reflète les opinions des équipes dirigeantes des Bourses et des syndicats. L'orientation idéologique des bibliothèques est évidente : les auteurs libertaires dominent les socialistes et surtout les marxistes. Dans le domaine du roman, les ouvrages anticléricaux sont nombreux, et les questions de la sexualité et de l'hygiène sociale sont présentes. Qu'en est-il des lectures (dont on sait peu de choses) ? La Bourse du travail de Paris fournit quelques indications : les romans viennent en première place, suivis de l'histoire, de l'économie politique et des encyclopédies.

### La classe ouvrière entretient une méfiance avec les intellectuels de son temps

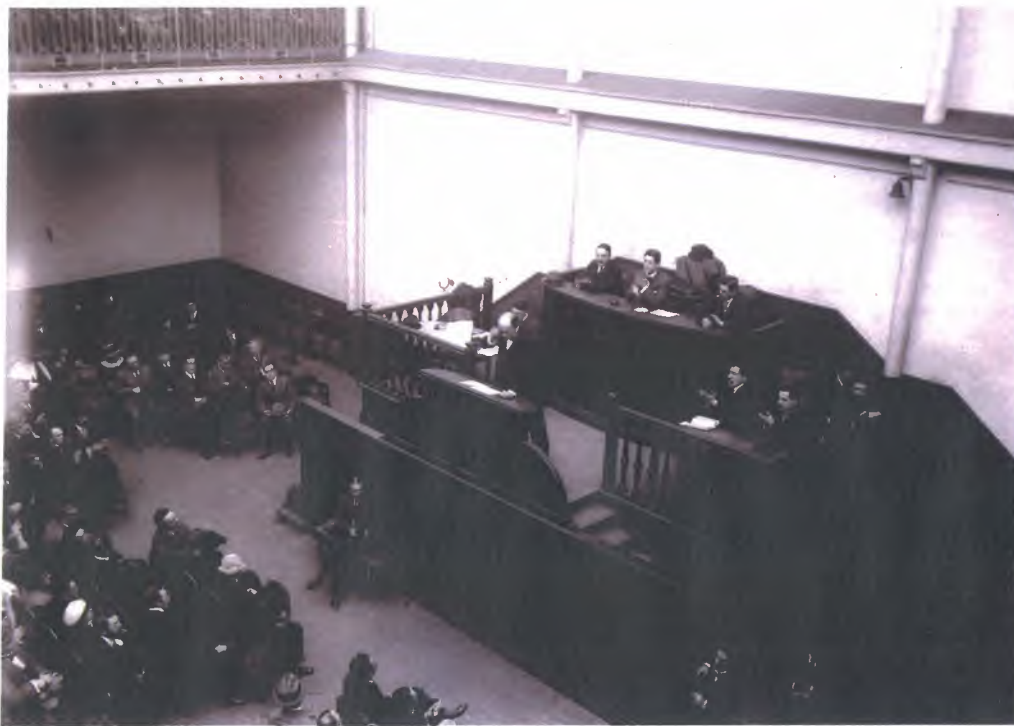
Fernand Pelloutier souhaitait que se développent des fonctions culturelles multiformes et envisageait de faire vivre, à côté des bibliothèques, des musées du Travail qui auraient offert au peuple *« le moyen d'observer par lui-même les phénomènes sociaux et d'en dégager toute la signification »*. Les musées du Travail devaient participer d'une œuvre culturelle plus générale permettant aux ouvriers de comprendre combien ils étaient au cœur de la société et du monde. Discuté lors du congrès fédéral de 1900, ce projet n'eut pas de suite. On mentionnera pour mémoire le mouvement des Universités populaires (où intervenaient des intellectuels) auquel des Bourses participèrent et qui, dans quelques grands centres urbains, connut une activité importante, notamment en 1902-1904. Mais la démarche des Universités populaires fut très souvent fraîchement accueillie en raison de la méfiance que la classe ouvrière entretenait avec les intellectuels de son temps. Il convient aussi de noter combien les Bourses ont entendu participer à la formation culturelle des ouvriers au travers de l'organisation de spectacles, de fêtes. Quelques groupes pratiquant théâtre, spectacles, musique ont eu une activité importante. Ainsi au Havre, où le groupe artistique L'Aurore sociale, soutenu par treize mille sept cents adhérents et quarante-six syndicats, a développé une activité intense. Nous le voyons, les projets que développe Fernand Pelloutier portent une grande ambition politique puisqu'ils visent à créer l'outillage idéologique et pratique d'une direction de la société par les producteurs associés.

Pelloutier est pour sa part convaincu de la supériorité du modèle des Bourses sur celui porté par les syndicats associés dans la jeune CGT, mais l'on doit observer que le mouvement de création des Bourses du travail ne couvrit en définitive que de manière lâche le territoire: à la veille de 1914, on comptait seulement cent cinquante-trois Bourses. En tout cas, les relations conflictuelles que Pelloutier entretient avec la CGT sont particulièrement vives et auraient pu déboucher sur une rupture que la mort de Pelloutier, en mars 1901, écarta de l'horizon.

Bien que moins mystérieux que le vocable « Bourse du travail », celui de « Maison du peuple » n'a rien d'évident. Autant « Bourse du travail » déploie progressivement sa signification et déploie un vrai projet d'organisation prolétarienne et de transformation sociale arrimé à une conception syndicaliste, autant « Maison du peuple » se dégage de ces ambitions et, en tout cas, ne concerne pas le seul salariat. Si l'on se rapporte au dictionnaire culturel en langue française publié sous la direction d'Alain Rey, on trouve la définition suivante: « local destiné aux activités politiques, associatives et sociales du Peuple, à l'initiative de partis et syndicats révolutionnaires ou de gauche (en France) ». La définition est poreuse, approximative et, en définitive, prudente, cette prudence laissant entendre que les Maisons du peuple sont avant tout des contenants qui varient d'un pays à l'autre et accueillent « le peuple » au sens large, autrement dit les travailleurs, mais pas seulement. On peut cependant retenir que les Maisons du peuple sont toujours des lieux de sociabilité.

### Les Maisons du peuple: une origine coopérativiste ou politique

L'origine des Maisons du peuple n'est en tout cas pas française et n'est pas syndicale, mais coopérativiste ou politique. Elles paraissent avoir d'abord surgi en Belgique, en 1872, à Jolimont, dans le bassin minier de la Belgique wallonne<sup>(5)</sup>. La Maison du peuple de Jolimont est avant tout un lieu convivial où les ouvriers se retrouvent autour d'un verre. On notera, sans s'y attarder, l'importance historique qu'ont eue le commerce et la consommation d'alcool (ici de bière) dans la formation de la sociabilité socialiste, notamment en Allemagne où un dense réseau de bistros tenu par des cabaretiers sociaux-démocrates organise la quotidienneté ouvrière et la diffusion des idées socialistes<sup>(6)</sup>. En tout cas, Jolimont semble inaugurer un important mouvement de création de Maisons du peuple qui vont bientôt intégrer toutes les composantes du mouvement ouvrier belge: les caisses de prévoyance, le syndicat, la coopérative, le parti ouvrier. Il n'était pas rare de trouver au sein de ces édifices des salles



DR / IHS CGT

de spectacle, un cinéma (plus tard), des salles de réunion, une bibliothèque une salle de musique, voire un gymnase. Souvent fondées et gérées par les coopératives, des Maisons du peuple sont construites dans chaque ville importante de Belgique. Ce ne sont pas seulement des locaux où les différentes organisations ouvrières tiennent des assemblées et installent leurs services administratifs; elles sont, en même temps, l'instrument et le symbole de la solidarité morale et matérielle qui soude étroitement toutes les formes de l'organisation du prolétariat en vue d'une action commune. Elles représentent, en définitive, les ambitions de l'organisation locale du parti et une vision de la capacité réalisatrice concrète socialiste.

Le mouvement de création des Maisons du peuple en Belgique se réalise sous l'impulsion essentielle du Parti ouvrier belge (POB), qui va être à l'origine de constructions prestigieuses. Il en est ainsi en 1892 à Bruxelles, où l'architecte Victor Horta, maître incontesté de l'Art nouveau en Belgique, est sollicité. Il accueille le projet d'enthousiasme et écrit dans ses mémoires<sup>(7)</sup>: « D'ailleurs, l'œuvre était intéressante, comme je l'entrevis instantanément: construire un palais, qui ne serait pas un palais, mais une "maison", où l'air et la lumière seraient le luxe si longtemps exclu des taudis ouvriers: une maison où serait la place de l'administration, des bureaux de coopératives, des bureaux de réunions politiques et professionnelles; d'un café où le prix des consommations serait en rapport avec les aspirations des dirigeants combattant l'alcoolisme encore si invétéré dans le Peuple; des salles de conférences destinées à élargir l'instruction, et, couronnant le tout, une immense salle de réunion pour la politique et les congrès du parti, ainsi que pour les distractions musicales, et, plus tard, théâtrales des membres. Ah! Le beau programme! » La Maison du peuple de Bruxelles, construite par la mobilisation de différentes coopératives, fut inaugurée le 2 avril 1899 en présence de Jean Jaurès. Les Maisons du peuple ne sont cependant pas l'apanage

Reunion  
à la Bourse  
du travail  
de Paris,  
19 septembre  
1929.

(5) Fonck (Françoise), Les Maisons du Peuple en Wallonie, Namur, Institut du patrimoine wallon, 2010, 163 p.  
(6) Michels (Roberto), Sociologie du parti dans la démocratie moderne, Folio, 2015, pp. 389-394. Michels souligne également le rôle joué par les restaurateurs et boutiquiers dans le fonctionnement organique quotidien du parti social-démocrate allemand.  
(7) Horta (Victor), Mémoires, texte établi, annoté et introduit par Cécile Dulière, Communauté française de Belgique, Bruxelles, 1985, 311 p.

Affiche de la Maison du peuple de Nancy, 1901.



COLLECTION IHS CGT

du mouvement socialiste. Ainsi, le modèle bruxellois est reproduit en 1901 par les libéraux à Anvers où une coopérative intitulée «Aide-toi toi-même» impulse la création d'un très bel immeuble de style Art nouveau qui accueille une boulangerie industrielle et des activités culturelles et propagandistes. Gand, pour ce qui la concerne, qui dispose d'un équipement socialiste important (une coopérative, le *Vooruit*, qui signifie «en avant», un journal, divers bâtiments), voit se construire en 1913 une Maison du peuple. La Maison du peuple qu'incarne le *Vooruit*, c'est donc à la fois le café coopératif avec ses jeux et ses journaux, la coopérative elle-même avec ses magasins, le syndicat et le parti, la salle de réunion et la salle des fêtes. La réussite du *Vooruit* va propulser celui-ci comme modèle. On le voit, les Maisons du peuple de Belgique affirment le Parti socialiste belge dans la cité, visent à la formation d'une conscience socialiste, mais ne s'inscrivent pas dans une orientation de transformation sociale immédiate, le parti s'affirmant d'orientation très réformiste et privilégiant l'action parlementaire.

### Que se passe-t-il en France ?

Incontestablement, l'exemple belge provoque en France un intérêt qui conduit en 1885 à la création d'un *Vooruit* de la France du Nord installé à Roubaix par la coopérative La Paix, qui peut être considérée comme la première coopérative socialiste en France<sup>(8)</sup>. La Paix distribue d'abord du charbon puis crée une boulangerie. En 1891, elle construit un immeuble. En 1896, ses locaux abritent le syndicat du textile, une société de secours mutuels et la section roubaisienne du parti ouvrier français de Jules Guesde. À la même époque (en 1892), à Lille, se crée l'Union, qui va développer une activité très impor-

tante et essaimer à Armentières, à Houplines... Comment faut-il considérer les relations que le mouvement coopératif entretient avec les Maisons du peuple ? Si celles-ci s'appuient parfois sur des coopératives pour émerger, elles ne se réduisent pas à l'activité coopérative ; telle est, en tout cas, la tendance générale.

Les Maisons du peuple d'essence syndicale présentent à la fois ces traits communs avec les Maisons du peuple d'autre origine, mais s'en distinguent cependant par leur arrimage au syndicalisme. Ces Maisons du peuple d'essence syndicale sont assez peu nombreuses : en 1925, l'organe de la CGT, *La Voix du Peuple*, en recense seulement quinze, et les dates comme les circonstances de leur émergence varient assez fortement. Ainsi, la Maison du peuple créée à Nancy en 1902 n'est pas d'essence syndicale ou socialiste. Elle est le résultat de la volonté politique d'un groupe de républicains mobilisés lors de l'affaire Dreyfus et abrite les activités d'une Université populaire qui n'a guère intéressé les syndicats. De ses origines culturelles le bâtiment porte l'empreinte de Victor Prouvé, qui est l'un des grands sculpteurs de l'école dite de l'Art nouveau, et du menuisier d'art Eugène Vallin. Elle ne deviendra le siège de la CGT qu'en raison de circonstances particulières ayant conduit à la disparition de l'Université populaire et à la décision du propriétaire de l'immeuble, Charles Keller, de le mettre d'abord, en 1907, à la disposition des syndicats chassés de leurs locaux par la municipalité de droite avant que sa veuve ne le lègue à la CGT qui en fait le siège de son Union départementale.

### L'autonomie de la Maison du peuple n'est que très relative

La plupart des Maisons du peuple recensées en 1925 par la CGT sont la propriété des syndicats ou plus exactement de la CGT. Cela résulte du fait qu'elles ont été fondées sur leur initiative directe ou par l'intermédiaire de coopératives ou de sociétés civiles créées dans le but de fournir un cadre juridique aux acquisitions. Tel est le cas à Morlaix, à Louvigné-du-Désert et à Laval. À Saint-Malo, le bâtiment construit en 1919 porte la double enseigne Bourse du travail/Maison du peuple. Les locaux sont parfois modestes, comme à Brest, où la Maison du peuple, créée en 1924, est installée dans trois petites maisons de bois situées dans un jardin, mais peuvent atteindre des dimensions assez importantes et être accueillis, comme à Rennes, dans des locaux de belle architecture. À l'image des Bourses du travail, des bibliothèques sont installées et des salles de réunion équipées. Buvette, salles capables d'accueillir des spectacles vivants et notamment des représentations théâtrales existent, des équipements pour réaliser des projections cinématographiques sont installés (Saint-Malo). La Maison du peuple de Louvigné-du-Désert, un bourg de trois mille cinq cents habitants (Ille-et-Vilaine), célèbre pour sa production de granit, a été construite en 1921 par quarante-deux carriers dont les noms figurent sur la façade de l'édifice qui, à côté de deux mains croisées, porte la devise « Bien-être et liberté ».

Le principe d'indépendance que paraissent affirmer la plupart des Maisons du peuple rejoint celui défendu au

(8) Cossart (Paule) et Talpin (Julien), « Les Maisons du peuple comme espaces de politisation. Etude de la coopérative ouvrière La Paix à Roubaix (1895-1914) », Revue française de science politique, 2012/4, vol. 62.  
 (9) Dans le volume consacré à la coopération de l'Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière dirigée par Adéodat Compère-Morel, « La Fraternelle de Saint-Claude » est qualifiée de « coopérative communiste », ce qui est beaucoup dire.

sein de la Fédération des Bourses, mais la Maison du peuple de Saint-Malo, pour financer sa construction, combine les fonds issus des cotisations des syndiqués avec des subventions des municipalités de Saint-Malo et Saint-Servant. Les Maisons du peuple du Pas-de-Calais, du moins les quelques éléments retrouvés à propos des Maisons de Lens et de Montceau-les-Mines, montrent qu'il s'agit là de constructions singulières parce qu'issues de Maisons de mineurs. Comment doit-on, d'autre part, considérer la coopérative La Fraternelle de Saint-Claude, dans le Jura, qui se présente comme un complexe coopératif de grande ampleur et joue manifestement une partition particulière<sup>(9)</sup> ? Plus généralement, comment peut-on penser l'articulation Bourses du travail/Maisons du peuple ? La plupart des Maisons du peuple ressemblent aux Bourses du travail, à la nuance fondamentale près qu'elles ne se situent pas en articulation organique de principe avec le mouvement syndical. S'ouvre ici un espace peut-être ambigu que les statuts de la Maison du peuple de Laval permettent d'apercevoir : si la coopérative L'Emancipatrice a joué un rôle clé dans l'édification de la Maison du peuple et est propriétaire des locaux, l'Union des syndicats est majoritaire dans le conseil d'administration, et le secrétaire syndical est le comptable de la Maison. En cas de grève, la coopérative doit soutenir la lutte, et l'union des syndicats est prioritaire pour ses meetings et réunions diverses. On le voit, l'autonomie de la Maison du peuple n'est que très relative.

DR / IHS CGT



### L'édification d'une Maison du peuple peut être l'occasion de novations architecturales majeures

On le comprend, un travail exhaustif serait nécessaire à propos des Maisons du peuple en France, étant entendu que celles-ci, à la différence des Bourses du travail, ne forment pas un réseau et n'ont existé que de manière hasardeuse sur le territoire. Ainsi en témoigne le cas de la Maison du peuple de Limoges, dont on vient de célébrer le quatre-vingtième anniversaire. Dans *Le Populaire du Centre* du 8 juin 1936 rendant compte de l'inauguration de l'édifice, figure un bref rappel de l'inauguration de la première Bourse du travail, qui eut lieu le 1<sup>er</sup> mai 1896 en présence du député Emile Labussière qui était radical-socialiste, et une évocation de la succession de locaux qu'elle connut à la suite des orientations hostiles de la municipalité réactionnaire élue après les grèves et affrontements de 1905. Installer la Bourse du travail dans des locaux suffisants et pérennes prit cependant du temps, puisque le projet de création d'un immeuble capable d'accueillir les syndicats

ne surgit qu'en 1933, après qu'eut été trouvé le terrain adéquat. Le financement de la construction est exclusivement municipal et s'élève à 1 100 000 francs. Avant de remettre officiellement la Maison du peuple à l'Union départementale des syndicats confédérés (mais la municipalité reste propriétaire), le sénateur-maire de Limoges, Léon Betoulle, évoque non point la « Maison », mais le « Palais du peuple ». Le propos n'est pas anodin, ainsi qu'en témoigne la volonté de mettre à la disposition des ouvriers un bâtiment mobilisant une belle esthétique et affirmant dans le verre et la pierre la Confédération générale du travail. Ajoutons que l'inauguration se situant le jour même de la signature de l'accord Matignon (mais la coïncidence de date n'était pas préméditée) ajoute à la symbolique d'une avancée sociale possible dans la période. En tout cas, la Maison du peuple de Limoges témoigne tout à la fois d'un projet syndicaliste local adossé à une municipalité amie, et de la volonté d'inscrire celui-ci dans une esthétique identitaire à la symbolique forte et porteuse de modernité esthétique. Cette intention s'inscrit dans le courant qui avait conduit le POB à mobiliser le talent de Victor Horta et les fondateurs de la Maison du peuple de Nancy à inscrire le bâtiment dans la floraison des édifices produits par l'Art nouveau. Au fond, rien n'est trop beau pour la classe ouvrière, et les circonstances favorables de la période du Front populaire poussent aux créations au service du peuple. Dans le domaine de l'architecture des évolutions, des ruptures plutôt, se produisent qu'incarne en particulier le nom de Le Corbusier. Et il est significatif que la Maison du peuple construite à Clichy de 1935 à 1938, qui combinait les fonctions de marché couvert, accueillait locaux syndicaux, bureaux divers et comprenait une salle de conférences et un cinéma, ait donné l'occasion de novations architecturales majeures : ce fut en effet le premier bâtiment préfabriqué à mur rideau et ossature métallique édifié en France. Une promesse d'avenir, en quelque sorte.

André NARRITSENS

*Œuvre d'inspiration « art déco », la Maison du peuple et de la prévoyance sociale, des arts et des œuvres sociales de Vénissieux fut inaugurée le 3 juin 1934.*